l'Eure syndicale Force Ouvrière FO 27

ROUEN CTC
P4
LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

Déposé le 19/12/2025

N° 323 Décembre 2025 prix : 2,50 €

Sommaire : *P.1 - Editorial ; P.2 et 3 - Déclaration de la CE de l'UD, Appel du Bureau de l'UD ; P.4 et 5 - FO dans l'action en 2025 ! ; P.6 - Réunion publique FNEC ; P.7 - Les retraités mobilisés le 6 novembre, Congrès du SNFOLC 27, Action du SNICA FO ; P.8 - Mobilisation du CH le Neubourg.*

Une année de luttes et d'engagements de nos syndicats de l'UD FO de l'Eure

Tout au long de cette année 2025, nos syndicats se sont mobilisés sans relâche pour défendre les droits individuels et collectifs de tous les travailleurs. Grâce à l'investissement de nos militantes et militants, nous avons fait entendre notre voix sur tous les fronts. Je tiens à saluer cet engagement de tous.

Editorial
Par le Secrétaire Général David LECOMTE.

Notre Congrès départemental du 5 juin dernier fut aussi un moment important pour la vie de notre UD et de nos syndicats. Il a réuni plus de 230 délégués, renouvelé nos instances et adopté un cahier de revendications pour les quatre prochaines années. Nous y avons réaffirmé notre attachement à notre liberté de comportement et à notre indépendance syndicale. Une indépendance qui ne signifie pas indifférence mes camarades, au moment où nous constatons partout dans le monde la montée des nationalismes conservateurs qui va à l'encontre des valeurs démocratiques remettant en cause notamment l'Etat de droits. Nos appels et/ou expressions lors des journées internationales du 22 mars contre le racisme, du 21 septembre appelant à la paix dans le monde et pour la défense des droits des migrants du 18 décembre dernier, ont montré que nous savions prendre nos responsabilités dans le cadre des mandats donnés par nos syndicats.

Sur le plan social, les plans de licenciements se poursuivent et les conséquences de l'IA vont sans aucun doute accentuer la casse de l'emploi. Un mouvement de fond qui vient des Etats-Unis et des géants de la TECH. En France, plus de 5 % des emplois sont menacés (*comptables, graphistes, secrétaires, traducteurs, téléconseillers, développeurs informatiques*,…).

le PLFSS, même si quelques reculs sociaux annoncés ont été abandonnés et le PLF 2026, confirment malheureusement la volonté des pouvoirs publics de rogner toujours plus sur nos droits, sur nos services publics et sur le pouvoir d'achat des salariés, chômeurs et retraités.

Face à toutes ces politiques d'austérité, nous allons devoir prendre nos responsabilités en amplifiant le rapport de force pour stopper ces politiques d'austérité. Au Portugal, la grève générale a été lancée contre la révision du code du travail. En Belgique, les syndicats se battent contre le report de l'âge de la retraite à 67 ans. Nous devons nous inspirer de ces mobilisations et amplifier le rapport de force interprofessionnel efficace si nous voulons préserver nos droits et nos acquis.

Comme le disait Jaurès, *« le capitalisme porte en lui la guerre, comme la nuée porte l'orage »*. Permettez-moi dans le cadre de cet éditorial de mettre en avant le documentaire diffusé sur Arte, intitulé : *« Le capitalisme américain »* qui rappelle les conséquences désastreuses de ce modèle pour les travailleurs. https://www.arte.tv/fr/videos/RC-024313/capitalisme-americain/

2026 sera sans aucun doute une année importante pour les travailleurs et les travailleuses, mais aussi pour notre organisation syndicale à tous les niveaux.

Les élections dans la fonction publique auront lieu en décembre. Il faudra les réussir. Dans le secteur privé, les premiers résultats des renouvellements des CSE sont encourageants, avec des victoires significatives pour nos syndicats FO notamment chez Schneider Electric et Hermès. Poursuivons sur cette dynamique positive et continuons à nous développer.

Notre congrès confédéral, du 20 au 24 avril à Dijon, sera l'occasion pour chaque syndicat qui y participera de faire le bilan de l'action confédérale et de se positionner sur le futur mandat à venir. Nous y reviendrons prochainement.
2025 s'achève, mais la lutte continue mes camarades. Pensons à celles et ceux qui subissent la guerre, la famine ou l'oppression. 2026 doit être l'année de l'arrêt des politiques d'austérité, des victoires syndicales, pour le pain, la paix, la liberté et la prospérité pour tous.

Je vous souhaite à toutes et à tous de bonnes fêtes de fin d'année. **Reprenons des forces pour qu'en 2026 nous prenions notre destin en main.**

Retrouvez le journal dématérialisé ici :

Bulletin de l'Union Départementale FORCE OUVRIERE de l'Eure - 17 ter rue de la côte blanche - 27000 EVREUX
☎ : 02.32.33.04.67 - 💻 : udfo27@force-ouvriere.fr - 27.force-ouvriere.org
N° de C.P.P.A.P. : 0626 S 07930 - ISSN 1244 - 9857 - Directeur de Publication : David LECOMTE

UNION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS DE L'EURE
FORCE OUVRIERE
✉ 17 ter rue de la côte blanche - Bourse du Travail - 27000 EVREUX
☎ : 02.32.33.04.67 - 💻 : udfo27@wanadoo.fr

Déclaration de la Commission exécutive de l'UD FO de l'Eure du 18 novembre 2025

L'urgence de construire le rapport de force par la grève jusqu'à satisfaction des revendications !

La Commission Exécutive de l'UD FO de l'Eure réunie le 18 novembre 2025 réaffirme son opposition à la poursuite des politiques publiques d'austérité que le gouvernement, soutenus par ses alliés notamment le patronat, cherche à imposer une fois de plus dans le cadre des projets de PLF (Projet de loi de Finances) et du PLFSS (Projet de Loi de Finance de la Sécurité Sociale) 2026.

La commission exécutive rappelle que ce n'est pas aux salariés actifs, aux sans-emplois, aux jeunes et aux retraités de payer la crise dont ils ne sont pas responsables.

Pour la commission exécutive, il y a urgence à mettre fin à la politique de l'offre qui ne ruisselle que sur les plus aisés et les actionnaires.

Elle constate que ces dernières années les plus aisés ont vu leurs richesses s'accroître, quand dans le même temps la grande majorité de la population subit le blocage des salaires, perte de pouvoir d'achat, déremboursement des frais médicaux et une plus grande précarité.

Pour relancer la machine économique, les pouvoirs publics et le patronat doivent entendre les revendications des travailleurs et en premier lieu celles sur la question de la répartition des richesses produites.

Il est urgent donc d'aller chercher l'argent là où il est, d'arrêter des cadeaux fiscaux et financiers à ceux qui les utilisent pour accentuer leurs propres richesses.

La commission exécutive de l'UD FO de l'Eure exige :

- **L'augmentation des salaires dans le privé et la revalorisation du SMIC à 80 % du salaire médian**
- **Dans la Fonction publique la revalorisation immédiate de 10 % du point d'indice, l'indexation sur l'inflation, la refonte des grilles indiciaires et la suppression des jours de carences et le maintien à 100 % en cas d'arrêt de maladie ;**
- **La revalorisation en début de carrière à 120% pour les catégories C, 140% pour les catégories B, 160% pour les catégories A.**
- **Pour les retraités, l'indexation sur l'inflation des pensions et des retraites. La CE refuse la stigmatisation dont ils sont victimes de la part des pouvoirs public.**
- **La revalorisation des prestations sociales sur l'inflation, refusant toute idée d'année blanche qui les appauvriraient encore un peu plus.**
- **L'octroi systématique de la protection fonctionnelle pour tous les agents de la fonction publique.**
- **L'abrogation de l'adhésion obligatoire à la PSC et de l'accord interministériel du 20 octobre 2023 qui découple santé et prévoyance.**

La commission exécutive de l'UD FO de l'Eure réaffirme son opposition :

- aux attaques contre notre protection sociale collective (sécurité sociale, déremboursements de médicaments, augmentation des franchises médicales, nouvelles attaques contre les demandeurs d'emploi),
- à toute décision de réduction budgétaire entraînant de nouvelles suppressions de postes et coupes budgétaires massives dans les 3 versants de la fonction publique,
- à toute volonté de s'attaquer aux droits des travailleurs et moyens de défense de leurs droits

Sur le plan local, la commission exécutive de l'UD FO de l'Eure rappelle son opposition à toute stigmatisation des allocataires du RSA au moment même où les pouvoirs publics refusent d'aller chercher l'argent en taxant le capital. Elle rappelle qu'elle s'est opposée à la contre-réforme de 2024 du RSA durcissant et conditionnant cette allocation à une activité de 15h/mois. Activité qui n'est pas un travail et qui déroge aux règles du code du travail. Elle a pris connaissance de la décision du Conseil départemental de l'Eure de durcir à nouveau les conditions d'attribution du RSA dans le département, en cherchant une fois de plus à les stigmatiser dans un objectif d'économies budgétaires à faire. Elle condamne cette décision considérant qu'elle n'a qu'un objectif électoraliste à l'approche d'élections à venir.

Elle tient à apporter son soutien à son syndicat du CH Eure-Seine (Evreux/Vernon) qui a exprimé son opposition à l'emprunt citoyen mis en place par la direction de l'établissement, sans dialogue social, pour une prétendue création de 22 lits supplémentaires qui ne sont en fait que la réouverture de lits fermés après la fin de la pandémie du COVID. La commission exécutive de l'UD FO de l'Eure souscrit au fait que cette décision fait le jeu des pouvoirs publics qui ouvre la porte à un possible financement du service public par les citoyens qui le financent déjà par leurs cotisations sociales et par leurs impôts.

Au niveau de l'Éducation Nationale, la commission exécutive soutient l'engagement des syndicats FO de l'enseignement de l'Eure qui se battent contre les politiques d'austérité qui entraînent des suppressions de postes et de classe dans le premier et second degré qui s'attaque une fois de plus à l'enseignement professionnel. Elle réclame, avec ses syndicats de la FNEC FP FO 27, le retrait des PAS (Pôle d'Appui à la Scolarité) et de l'acte 2 de l'école inclusive et la création de places nécessaires dans les Etablissements Sociaux et Médico-Sociaux pour accueillir les 400 élèves de l'Eure sans place dans les ESMS.

C'est pour cette raison que la commission exécutive considère qu'il y a urgence à amplifier le rapport de force par la grève et le blocage des moyens de production pour gagner :

- **le maintien de tous nos droits acquis depuis le Conseil National de la Résistance,**
- **l'augmentation générale des salaires, des retraites et pensions, et des minima sociaux,**
- **la défense du service public, des statuts dans la fonction publique et création de postes en nombre pour assurer les missions de services publics,**
- **l'abrogation intégrale de la contre-réforme des retraites MACRON-BORNE de 2023 et le retour au plus vite à la retraite à taux plein à 60 ans avec 37,5 annuités pour tous,**
- **le respect des libertés individuelles et collectives et des principes républicains,**
- **l'arrêt des politiques publiques discriminatoires stigmatisant les étrangers et/ou les minorités.**
- **abrogation de la loi Immigration de 2024 et maintien de l'AME (Aide Médicale d'Etat).**

Sur le dossier des retraites, la commission exécutive réaffirme qu'elle reste opposée à toute remise en cause de notre système de retraite actuelle et des régimes particuliers de retraites pour aller vers une retraite à points que nous avons combattus et obtenus son retrait en 2019/2020, car la retraite à points, c'est le travail sans fin et du salaire en moins.

Elle s'opposera également à toute volonté d'instaurer un système par capitalisation qui remettrait en cause de facto notre système par répartition actuelle et la solidarité intergénérationnelle.

Face à toutes ces menaces, la commission exécutive appelle une nouvelle fois ses syndicats à réunir dans les entreprises et les administrations les collègues pour discuter de la situation et engager le rapport de force efficace pour stopper toutes ces politiques d'austérité, y compris en intersyndicale, à chaque fois que cela est possible.

Elle réaffirme son soutien à tous nos syndicats qui œuvrent en ce sens. L'urgence est à l'amplification du rapport de force syndical par la grève reconductible, en toute liberté et indépendance, pour gagner sur nos revendications et pour le rétablissement de la justice sociale et fiscale.

Elle appelle ses syndicats et ses adhérents à poursuivre leur développement syndical et à participer à la création de nouvelles sections syndicales FO partout où c'est possible.

Adopté à l'unanimité des présents
Evreux, le 18 novembre 2025

UNION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS DE L'EURE

FORCE OUVRIERE

✉ 17 ter rue de la côte blanche - Bourse du Travail - 27000 EVREUX
☎ : 02.32.33.04.67 💻 : udfo27@force-ouvriere.fr

Appel du bureau de l'UD FO de l'Eure à participer à la marche à Evreux dans le cadre de la journée internationale des migrants et des migrantes du 18 décembre 2025 !

Non à la stigmatisation des migrants et à l'exploitation de tous les travailleurs !

Réunis le 15 décembre 2025, le bureau de l'Union Départementale FO de l'Eure a pris connaissance de l'appel à une marche à Evreux de la Ligue des Droits de l'Homme de l'Eure dans le cadre de la journée mondiale des migrantes et des migrants le 18 décembre prochain.

L'UD FO continue de dénoncer les amalgames et les discours stigmatisant vis-à-vis des travailleurs migrants et demande à nouveau l'abrogation de la loi de janvier 2024 dite *« loi asile et Immigration »* et l'abandon des décrets RETAILLEAU ciblant les travailleurs immigrés.

L'UD FO de l'Eure réaffirme qu'il est essentiel d'assurer la protection des droits des migrants et de se mobiliser dans la lutte contre l'exploitation des travailleurs se trouvant en situation irrégulière et contre la traite des êtres humains et le travail forcé.

En cette journée internationale des migrantes et des migrants, l'UD FO de l'Eure revendique une politique migratoire basée sur l'accueil et le respect des droits fondamentaux.

Après discussion, considérants que notre rôle est de défendre toutes les travailleuses et tous les travailleurs quelles que soient leurs origines, leurs opinions politiques, philosophiques ou religieuses, l'UD FO de l'Eure appelle ses militants et ses militantes à participer à cette manifestation en toute liberté et indépendance et en conformité avec notre résolution de congrès des syndicats FO de l'Eure du 5 juin dernier :

« Le congrès confirme son combat constant contre toute idéologie et/ou toute politique publique raciste, xénophobe, antisémite, islamophobe, homophobe et toute forme de discrimination qui va à l'encontre des intérêts de tous les travailleurs, des valeurs de la République et des principes fondateurs de la Cgt-Force Ouvrière. Il rappelle son opposition à toute société basée sur le rejet de l'autre, stigmatisant notamment l'étranger et/ou l'immigré. Il combat toute politique voulant imposer la préférence nationale et/ou qui remet en cause le droit du sol sur tout le territoire national ; ce droit du sol faisant partie intégrante d'un des socles de l'universalisme républicain. »

Elle appelle donc ses syndicats et ses adhérents à participer à ce rassemblement à l'appel de la LDH 27 sous nos banderoles et nos drapeaux FO à partir de 17h30 place Armand MANDLE le 18 décembre prochain.

Adopté à l'unanimité des présents
Evreux le 15 décembre 2025

FO dans l'action en 2025 !

29 janvier - 11 février : OP Mobility Vernon

Oui à l'augmentation des salaires,

Non au management abusif !

20 février - FNEC : Suppressions de postes et choc des savoirs !

6 février - THALES Pont-Audemer : l'intersyndicale mobilisée dans les jeudis de la colère !

Augmenter les salaires, pas les actionnaires !

8 mars : journée internationale des droits des femmes !

Mobilisation du 29 mars à Bernay : NON à l'arrêt de la chirurgie orthopédique !

1er mai : hommage à Georges Buisson.

Mobilisation du 14 mai sur l'inclusion

27 mai : Zalkin Montreuil l'Argillé, pour l'augmentation des salaires !

Congrès de l'UD FO 27 : des militants libres dans une UD FO 27 attachée à son indépendance !

Schneider Electric : mobilisés le 15 septembre pour la sauvegarde de l'emploi Evreux - Beaumont le Roger - Le Vaudreuil

18 septembre, 2 octobre Marre de l'austérité !

Évreux-Vernon

Un emprunt citoyen jugé « scandaleux », « inadapté » et « dangereux » par FO

On ne peut pas dire que le syndicat FO apprécie l'initiative de sa direction. C'est même tout le contraire. Dans un communiqué, le syndicat FO de l'hôpital Évreux-Vernon s'insurge contre le choix d'emprunt citoyen, « *qui porte atteinte à l'image de notre hôpital et fragilise le service public.* »

Dans un communiqué daté du mercredi 1er octobre 2025, le syndicat FO des hôpitaux d'Évreux et Vernon s'insurge contre l'emprunt citoyen décidé par la direction générale de l'établissement. **Photo d'archives Paris Normandie**

« Une décision qui fait le jeu du gouvernement »

Le même syndicat, qui a rencontré en considérant que son opération est positive et innovante. Le syndicat FO indique à la direction qu'il juge cet emprunt citoyen scandaleux, inadapté et dangereux au regard de la boîte de Pandore qu'il ouvre dans un contexte d'austérité budgétaire. Le syndicat FO [illegible] ermés après Co- décision qui ferait « *le jeu du gouvernement en ouvrant la porte à un possible financement du service public par les citoyens qui le financent déjà* » et souligne « *qu'il ne s'agit pas d'une ouverture de lits mais d'une réouverture d'une par-*

2 octobre

Emprunt citoyen

Groupama mobilisé le 16 décembre pour l'augmentation des salaires !

Retour sur la réunion publique du 18 novembre sur l'inclusion des élèves en situation de handicap, organisée par la FNEC FP FO et l'UD FO de l'Eure ! Le combat continue pour trouver des solutions pour les 400 élèves sans situation et pour obtenir des moyens supplémentaires pour les personnels !

A l'initiative de notre syndicat FO de l'Enseignement du 1er degré (SNUDI), l'ensemble des syndicats de l'Enseignement FO de l'Eure (FNEC FP FO 27) avec le soutien de l'Union Départementale FO de l'Eure, a organisé une réunion le mardi 18 novembre sur le thème de l'inclusion systématique des élèves en situation de handicap dans les établissements de l'Eure. Cette réunion faisait suite aux multiples mobilisations organisées par nos syndicats de l'enseignement de l'Eure depuis notamment octobre 2023 et à la rencontre que le secrétaire de la FNEC FO 27, Laurent BAUSSIER et le secrétaire de l'Union Départementale, David LECOMTE fin juin avaient faite avec le Directeur de l'ARS Normandie.

Pour FO, c'est un des dossiers prioritaires depuis plusieurs années au niveau national et de notre département.

En effet les moyens insuffisants, dont une partie existe pourtant, ne sont pas utilisés, entraînant une souffrance généralisée des personnels (enseignants, AESH, Éducateurs spécialisés,…), des élèves et des parents d'élèves. Dans l'Eure, ce sont 400 élèves qui se retrouvent en difficulté par leur intégration forcée dans des structures qui ne disposent pas des moyens pour les accueillir. Ils sont donc en attente de création de places dans les établissements sociaux et médico-sociaux (ESMS).

L'objectif était donc de pouvoir à nouveau échanger avec les participants à cette réunion et de réfléchir à l'amplification de la mobilisation pour gagner sur les revendications portées par nos syndicats.

Après que Laurent BAUSSIER, Matthieu LAGUETTE (secrétaire du SNUDI FO 27) et David LECOMTE aient fait un point sur la situation, les participants ont pris la parole pour expliquer leur quotidien, leur souffrance et dénoncer l'abandon des pouvoirs publics sur ce sujet. Tous ont salué l'engagement quotidien, malgré les difficultés rencontrées, du corps enseignant dans le 1er degré (écoles primaires) et le second degré (Lycées et collèges).

Le travail et l'engagement des AESH (Accompagnants des Elèves en Situation de Handicap) ont été aussi mis en avant, malgré la non-reconnaissance qu'ils subissent de la part des pouvoirs publics.

Les 2h30 d'échanges vont permettre à nos structures syndicales de poursuivre leur action afin d'obtenir au plus vite les engagements concrets exigés permettant à tous les élèves en situation de handicap d'être scolarisés dans les meilleures conditions possibles et pour les 400 élèves dans l'Eure qui sont en attente d'une place dans les établissements spécialisés, de leur proposer rapidement une solution acceptable.

Pour nos syndicats FO de l'Enseignement de l'Eure, le meilleur moyen de gagner sur nos revendications, c'est d'agir au sein du syndicat qui est le plus à même faire avancer ce dossier, notamment en obtenant le retrait de l'acte 2 de l'École inclusive, l'abandon des PAS et des PIAL, des DAR.

Pour les responsables FNEC FP FO de l'Eure, il est urgent d'amplifier la mobilisation au niveau national. L'idée d'une nouvelle manifestation à Paris devant le ministère (comme celle de janvier 2024) doit être un objectif à court terme.

C'est ce qu'ils porteront au congrès de leur fédération nationale de l'enseignement, de la formation professionnelle et de la culture de mi-décembre à Angers.

Continuons donc à agir pour nos enfants, pour les élèves !

Parents d'élèves, enseignants, AESH, personnels médicaux et sociaux, nous sommes tous concernés !

RÉUNION PUBLIQUE SUR L'INCLUSION SCOLAIRE.

« On a 400 élèves en très grand danger »

Une quarantaine d'enseignants, parents d'élèves et accompagnants d'élèves en situation de handicap (AESH) ont échangé sur l'inclusion scolaire lors d'une réunion publique organisée par la fédération FO de l'enseignement.

C'est un sujet que mettent régulièrement en avant les syndicats de l'éducation : mardi 18 novembre, la fédération FO de l'enseignement organisait une réunion publique consacrée à l'inclusion scolaire. Une quarantaine d'enseignants, parents d'élèves et accompagnants d'élèves en situation de handicap (AESH) étaient présents dans la salle Gérard-Philipe de Gravigny.

La fédération FO de l'enseignement organisait une réunion publique consacrée à l'inclusion scolaire. C. R

AESH, enseignants et parents d'élèves sont venus écouter et échanger sur le sujet. C. R

Un manque de places dans les structures

Comme ils le rappellent souvent, les syndicats ne sont pas contre l'inclusion. Ils sont même plutôt pour. Mais ils dénoncent **« l'inclusion systématique, qui cause des détresses ». « Dans l'Eure, 400 élèves sont sur liste d'attente pour entrer dans une structure spécialisée. On a 400 élèves en très grand danger et des personnels pas aptes à s'occuper d'eux »**, insiste Laurent Baussier, secrétaire départemental de FO pour la partie second degré.

Faute de places dans les structures en question, ces élèves se retrouvent dans le système scolaire "classique". **« L'État s'accommode de la situation dans laquelle des enfants fragiles sont accueillis dans des établissements qui ne leur vont pas du tout,** déplore le représentant syndical. Il faut qu'ils soient accueillis par des professionnels. »

La scolarisation des élèves en situation de handicap a un coût. Sortis d'une réunion avec l'Agence régionale de santé (ARS), les syndicats ont compris que trouver une place aux 400 enfants dans l'attente coûterait 15 millions d'euros. **« Il faut que l'ARS, le préfet et la MDPH** [Maison départementale des personnes handicapées] **se mettent autour de la table pour trouver une solution,** poursuit Laurent Baussier. **Il y a de l'argent, mais il n'est pas mis là où il faut. »**

Un manque d'AESH

« On subit une inclusion forcée. On met les élèves dans les classes et on voit ce que ça donne, décrit Matthieu Laguette, secrétaire adjoint du SNUDI FO 27. **Ça peut fonctionner lorsque l'on a des AESH. Mais on n'a pas assez d'AESH. »** De nombreuses accompagnantes d'élèves en situation de handicap (le métier est très majoritairement féminisé) sont justement là pour témoigner de l'urgence de la situation. L'une d'elles accompagne quatre enfants dans une classe et fait son **« maximum pour chacun »**, tout en constatant que ce n'est pas suffisant. Une autre qui suit trois enfants autistes voit que les équipes éducatives sont **« en souffrance »** et que les enfants sont **« délaissés »**. Dans un contexte où le nombre d'AESH est loin d'être suffisant, certains enfants ne peuvent pas bénéficier de l'accompagnement dont ils ont cruellement besoin. Et des AESH sont témoins de violences d'enfants difficiles à gérer. **« On peut toujours continuer jusqu'à ce qu'il y ait un drame »**, lâche une accompagnante, désespérée par la situation. **« Moi, je ne suis pas infirmière ni psychologue »**, lance une institutrice qui s'alarme, elle aussi, de la montée des violences.

En plus de demander plus des places dans les structures spécialisées, les syndicats militent depuis des années pour améliorer le statut des AESH. **« Le temps incomplet et les salaires de misère** sont toujours imposés », regrette FO, qui revendique **« un statut de fonctionnaire de catégorie B et un vrai salaire pour les AESH** avec un temps complet **pour 24 heures d'accompagnement ».**

● **Cyrill Roy**

Les retraités de l'Eure étaient mobilisés le 6 novembre contre l'austérité et pour faire entendre leurs revendications

L'UDR FO 27 avait décidé d'appeler à la mobilisation le 6 novembre pour réaffirmer le ras-le-bol des politiques d'austérité.
Dans leur prise de parole l'intersyndicale des retraités rappelait leur opposition aux mesures annoncées par le gouvernement dans le cadre du PLF et du PLFSS 2026 :
- suppression de l'abattement des 10 % sur les impôts,
- année blanche des prestations sociales,
- désindexation des retraites et pensions,
- doublement des franchises médicales,
- augmentation du reste à charge des assurés sociaux sur les médicaments sur les consultations,
- casse des services publics, etc.

Elle revendique l'arrêt de l'acharnement à l'encontre des retraités considérant qu'ils ne doivent pas être la variable d'ajustement des politiques publiques d'austérité.
Elle réaffirme une nouvelle fois l'abrogation de la contre-réforme de 2023, considérant que l'annonce d'une potentielle suspension/ décalage de cette loi de régression sociale n'est pas suffisante pour répondre à leurs revendications.
Dans le cahier de revendications, l'intersyndicale exigeait entre autres l'indexation des pensions à minima sur l'inflation au 1er janvier 2026.
Après cette prise de parole, les 150 manifestants défilèrent dans les rues ébroïciennes pour faire entendre leurs voix.
Au final, parce qu'ils se sont fait entendre, les retraites et pensions seront bien revalorisées au niveau de l'inflation en 2026. Le doublement des franchises est abandonnée, tout comme l'année blanche des prestations sociales.
Mais les retraités vont malgré tout subir de plein fouet les politiques publiques austéritaires, notamment avec l'augmentation importante des mutuelles, conséquence directe du PLFSS voté début décembre.

Notre syndicat du SNLC FO 27 tenait son congrès

Notre syndicat des lycées et collèges (SNLCFO), 1er syndicat dans le second degré de l'Eure tenait son congrès aujourd'hui à Evreux le 27 novembre dernier à quelques jours de leur congrès de la FNEC FP FO de mi-décembre à Angers. Plus de 80 congressistes étaient réunies pour faire le bilan de l'action syndicale de ces 3 dernières années. Le rapport d'activité présenté par le secrétaire Laurent BAUSSIER et celui de trésorerie présenté par la trésorière Nathalie PETIT furent adoptés à l'unanimité. Les instances furent, elles aussi, réélues à l'unanimité avec quelques arrivées pour renforcer l'équipe. Ce fut enfin l'occasion aussi de décider des actions et du cahier de revendications pour les 3 prochaines années, avec la perspective des échéances professionnelles de 2026 (élections Fonction Publique). Les échanges sur la situation des professeurs et des personnels dans les établissements furent riches. Les questions d'actualité plus générales en dehors de l'éducation nationale comme le dossier retraites, les débats en cours sur le PLF et le PLFSS et comment organiser et amplifier efficacement le rapport de force pour stopper l'austérité et gagner sur nos revendications ont été au cœur des réflexions. Un congrès combatif, avec des militantes et des militants déterminés, attachés aux principes de liberté et d'indépendance de la Cgt-FO.

SNICA FO

LE SYNDICALISME PAR LES ACTES !

PERMIS DE CONDUIRE
STOP AUX « DÉLAIS D'ATTENTE »

LES INSPECTEURS DU PERMIS DE CONDUIRE ET DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE SONT EN GREVE ET DANS LA RUE POUR OBTENIR DES **EFFECTIFS !**

LES JEUNES -ET MOINS JEUNES- DOIVENT POUVOIR PASSER LEUR PERMIS DE CONDUIRE DANS DES DÉLAIS RAISONNABLES, COMME **PRÉVU PAR LA LOI** (45 JOURS MAX).

LE SERVICE PUBLIC DES EXAMENS DU PERMIS DE CONDUIRE DOIT PERMETTRE D'ACCÉDER AUSSI RAPIDEMENT QUE POSSIBLE A LA **MOBILITÉ ET L'EMPLOI.**

LA FORMATION DOIT PERMETTRE D'ATTEINDRE UN NIVEAU SUFFISANT AU REGARD DES ENJEUX DE **SÉCURITÉ ROUTIÈRE** ET POUR RÉDUIRE LES **DÉLAIS D'OBTENTION** DU PERMIS.

INSPECTEURS ET AUTO-ÉCOLES ENSEMBLE POUR LA REDUCTION DES DÉLAIS D'ATTENTE ET D'OBTENTION DU PERMIS DE CONDUIRE !

Retrouvez l'article ici :

Retour sur la mobilisation des agents du CH du Neubourg le 11 décembre dernier à l'appel de notre syndicat FO

Les agents hospitaliers de l'hôpital du Neubourg étaient en grève le 11 décembre à l'appel de notre syndicat FO CH Le Neubourg.

Ils étaient mobilisés contre la décision de la direction et de l'ARS du non renouvellement de 9 contrats d'ASH.

Ces fins de contrats vont avoir un lourd impact sur les agents en termes de conditions de travail et sur les patients.

Le secrétaire du syndicat FO CH Le Neubourg, Baptiste LEDUN nous explique pourquoi ils ont décidé d'appeler les agents à se mettre en grève.

L'Union Départementale FO de l'Eure était présente aux côtés de son syndicat et des agents tout au long de cette journée. Plusieurs délégations FO d'autres secteurs d'activités sont venus renforcer et soutenir la mobilisation des camarades et des agents tout au long de la journée.

La secrétaire régionale FO Santé, Delphine BOULAN a rejoint également la mobilisation pour soutenir les agents et notre syndicat.

Dès le lendemain, le dossier était abordé et défendu à l'Agence Régionale de Santé de Normandie par la délégation FO représentée par Estelle DUCLOS notre secrétaire du Groupement Départementale branche Santé 27 (structure regroupant l'ensemble des syndicat FO santé de l'Eure).
Les agents du CH Le Neubourg avec leur syndicat FO sont déterminés à se battre contre ces décisions austéritaires, contrairement à l'autre syndicat présent sur le site qui n'a pas souhaité s'associer à la mobilisation contre ces suppressions d'emplois.

https://actu.fr/normandie/le-neubourg_27428/au-neubourg-une-greve-contre-les-suppressions-de-postes-a-lhopital-on-finit-a-des-heures-monstrueuses_63565111.html
(disponible en version dématérialisée)

Ensemble exigeons le maintien de tous les postes d'ASH au CH Le Neubourg !

La santé n'est pas une marchandise !

Pas de République sans services publics !